

Post-collecte

Enquête Trajectoires et Origines



Projets sélectionnés

(septembre 2009)

Numéro du projet : 1

Titre :

SOINS ET DISCRIMINATIONS : LA 'DIVERSITE' DANS LES INSTITUTIONS DE SANTE

Membre(s) :

- Christophe Bertossi, chercheur, responsable du programme « Migrations, Identités, Citoyenneté », Institut français des relations internationales (Ifri)
Mail : bertossi@ifri.org
- Dorothee Prud'homme, assistante de recherche du programme « Migrations, Identités, Citoyenneté », Institut français des relations internationales (Ifri)
Mail : prudhomme@ifri.org

Institution de rattachement : Institut français des relations internationales (Ifri)

Résumé du projet :

Cette étude porte sur les discriminations, directes ou indirectes, que certains citoyens issus de l'immigration ou originaires des DOM-COM peuvent rencontrer ou ressentir dans les institutions publiques et libérales de santé en France. En s'inscrivant dans une perspective de sociologie empirique de la citoyenneté, l'objectif de cette post-enquête qualitative est de compléter les résultats quantitatifs de l'enquête TeO. Pour cela, elle prendra pour cadre d'analyse l'expérience vécue de certaines populations éventuellement stigmatisées dans leur contact aux institutions de santé. Notre projet permettra ainsi de mieux comprendre les réponses apportées aux questions sur l'expérience et le ressenti des discriminations dans le recours aux soins qui ont été posées dans le questionnaire de l'enquête quantitative.

Numéro du projet : 2

Titre :

EXPERIENCE SCOLAIRE ET VECU DES DISCRIMINATIONS A L'ECOLE PAR LES DESCENDANTS D'IMMIGRES

Membre(s) :

- Yaël Brinbaum, maîtresse de Conférences à l'Université de Bourgogne / Institut de recherche sur l'éducation (IREDU)
Chercheuse associée au Centre Maurice Halbwachs et à l'INED
Mail : yael.brinbaum@ens.fr
 - Séverine Chauvel, doctorante sous la direction de Stéphane Beaud
Mail : severine.chauvel@ens.fr
 - Elise Tenret, maîtresse de Conférence à l'Université de Bourgogne / Institut de recherche sur l'éducation (IREDU)
Mail : elise.tenret@gmail.com
- **Institution de rattachement** : Institut de recherche sur l'éducation (IREDU) Université de Bourgogne/ Unité Migrations internationales et Minorités (MIM) de l'Institut Nationale d'Etudes Démographiques (INED)°

Résumé du projet :

Ce projet vise à éclairer les réponses aux questions sur le vécu des discriminations à l'école dans l'enquête TeO. Ces réponses subjectives et rétrospectives nécessitent un éclairage compréhensif qualitatif et une mise en perspective avec l'ensemble de la scolarité d'ego. En effet, nous partons de l'hypothèse selon laquelle le vécu des discriminations prend sens dans un contexte particulier. Il s'agit alors de saisir à quel(s) moment(s) cette expérience a eu lieu et de déconstruire cette réponse en l'articulant à la trajectoire scolaire et à l'environnement familial et scolaire d'ego. Dans cette perspective, nous reconstituerons sa carrière scolaire (difficultés, bifurcations, orientations contrariées) en faisant préciser les moments et les occasions scolaires (orientation, notation) où sont identifiées les discriminations (négatives ou positives). Cette carrière scolaire s'inscrit également dans une trajectoire familiale et migratoire, où l'école a un sens, où s'expriment des aspirations, sont mobilisées des ressources, éléments qui enrichiront l'analyse de l'expérience scolaire. Après une analyse de la construction du sentiment d'injustice à l'école, on s'intéressera à ses effets sur la poursuite des études et sur l'accès au marché du travail – et les éventuelles discriminations qui lui sont associées -. Cette analyse qualitative complètera l'analyse quantitative sur les trajectoires scolaires objectives des descendants d'immigrés en fonction de leurs caractéristiques (genre, âge, filières suivies, origines sociales et géographiques) ; scolarités articulées avec le ressenti des discriminations à l'école.

Numéro du projet : 3

Titre :

LA SANTE DES IMMIGRES EN FRANCE : TRAJECTOIRES MIGRATOIRES ET HISTOIRES DE SANTE

Membre(s) :

- Marguerite Cognet, maîtresse de conférences à l'Université Paris Diderot Paris 7
Mail : marguerite.cognet@univ-paris-diderot.fr
- Emilie ADAM-VEZINA, doctorante sous la direction de Catherine Quiminal
Mail : emadamvezina@hotmail.com
- Sandra BASCOUGNANO, doctorante sous la direction de Catherine Quiminal
Mail : bascougnano.sandra@free.fr

Institution de rattachement : Unité de Recherche Migrations et Sociétés (URMIS)
Université Paris Diderot Paris 7

Résumé du projet

Ce projet vise à reprendre et approfondir une partie des objectifs de l'enquête TeO à savoir : dans quelle mesure la trajectoire migratoire, avec l'ensemble des événements qui la jalonnent, induit des effets sur la santé des individus migrants et sur leur capacité à utiliser les ressources du système de santé. De façon articulée, nous étudierons comment ils perçoivent les services de santé et, le cas échéant, les soins qu'ils y reçoivent. La recension des études nord-américaines et européennes révèle que quelques caractéristiques sociodémographiques et les conditions matérielles et juridiques sont des déterminants de la santé des populations et parmi elles, des migrants. Nonobstant, beaucoup de variables possiblement déterminantes sont souvent absentes. On considère rarement : *a*) la durée de résidence ; *b*) les conditions de l'émigration (le déplacement entre le pays d'origine et le pays d'établissement peut être plus ou moins long, plus ou moins compliqué, plus ou moins accompagné d'expériences traumatiques, voire de violences); *c*) les discriminations ethniques directes et indirectes et le racisme qui affectent les personnes immigrées installées en France et leur portent préjudice dans leurs différentes activités sociales y compris dans le rapport au système de santé. Ce projet s'inscrit dans la lignée de travaux cherchant à instruire le domaine de la santé des immigrés en France et à mieux appréhender les effets de l'origine dans la (re)production des inégalités sociales en santé. Nous privilégierons deux axes d'investigation : Les conditions de l'émigration/immigration; L'utilisation et l'appréciation des soins et services reçus en France.

Numéro du projet : 4

Titre :

PROJETS MIGRATOIRES ET PERSPECTIVES D'AVENIR. POUR LES JEUNES D'ORIGINE ANTILLO-GUYANAISE VIVANT EN METROPOLE

Membre(s) :

- Stéphanie Condon, chargée de recherche à l'INED
Mail : condon@ined.fr
- Dolores Pourette, chargée d'étude au CEPED
Mail : dolores.pourette@free.fr

Institution de rattachement : Unité Migrations internationales et Minorités (MIM) de l'Institut Nationale d'Etudes Démographiques (INED)°

Résumé du projet

Au cours du XXème siècle, comme pour les autres sociétés du bassin caribéen, les populations des Départements français d'Amérique (DFA) ont élaboré une culture migratoire. La période actuelle est caractérisée par des mouvements de circulation ou de va-et-vient entre la région et la métropole, mais les populations originaires des DFA (natifs ou descendants de migrants) résidant en métropole présentent des trajectoires migratoires plurielles (internes, transatlantiques et transnationales) Si les stratégies migratoires des premières générations de migrants (des années 1950-1970) ont été étudiées, les projets migratoires et les perspectives d'avenir des jeunes migrants et de leurs descendants nés en métropole sont beaucoup moins bien connus. Ces projets - rester en métropole, retourner dans le département de naissance (ou, pour les descendants, partir dans celui des parents), ou partir ailleurs - résultent d'une évaluation des avantages et des inconvénients (sociaux, professionnels, familiaux...) dans les différents espaces de vie envisageables.

L'objectif de ce projet est d'analyser les perspectives migratoires des jeunes migrants et descendants de migrants originaires d'un DFA. A cette fin, plusieurs dimensions seront étudiées :

- l'expérience métropolitaine (trajectoire scolaire et insertion socio-professionnelle, discriminations subies, stratégies de contournement des processus discriminatoires...),
- les liens entretenus avec la société d'origine (ou celle des parents) et les représentations que les individus s'en font,
- les modèles familiaux transmis (sphères de l'emploi, de la vie familiale...),
- les modes de construction et d'expression identitaires,
- l'impact du genre et de l'évolution des normes sexuées sur ces projets,
- l'incidence des événements récents (crise économique, mouvements sociaux de grande ampleur dans les DFA) sur les perceptions des opportunités et des perspectives d'avenir.

Numéro du projet : 5

Titre :

LES ENJEUX DE LA CONCENTRATION SPATIALE DES IMMIGRANTS

Membre(s) :

- Frédéric Douzet , maitresse de conférence à l'Université Paris 8
Mail : douzet@wanadoo.fr
- Bruce Edward Cain, professeur de sciences politiques, directeur à l'Université de Californie whashington center
Mail : bruce@cain.berkeley.edu
- Barbara Loyer, professeure à l'Université Paris 8
Mail : barbara.loyer@wanadoo.fr
- Hassen Guedioura , doctorant (moniteur allocataire) sous la direction de Barbara Loyer
Mail : hassen.guedioura@gmail.com
- Jeremy Robine, post-doctorant à l'Université Paris 8
Mail : jeremy.robine@geopolitique.net

Institution de rattachement : Institut Français de géopolitique Université Paris 8

Résumé du projet

Ce projet porte sur l'impact de la concentration géographique des immigrés et personnes issues de l'immigration sur leur taux et leur degré d'intégration sociale, économique, culturelle et politique. Il permettra d'affiner et approfondir les connaissances sur les trajectoires résidentielles des immigrants abordées dans l'enquête TeO et d'étudier leur impact en termes d'intégration et de vécu de la société d'accueil. Il permettra également d'aborder de manière plus spécifique la question de la discrimination dans le logement.

L'environnement résidentiel façonne en partie le type d'information, d'interaction ou de représentations auxquels les individus sont exposés ou qu'ils partagent. Notre hypothèse centrale est que les immigrants qui vivent dans des zones de forte concentration expérimentent la société d'accueil de façon différente de ceux qui vivent dans des zones non concentrées, et que ceci affecte leur capacité d'intégration.

Nous concentrerons particulièrement notre enquête sur les enjeux de la mobilité géographique, sociale et politique des immigrants. Nous testerons notamment les propositions suivantes : de fortes concentration d'immigrants retardent l'assimilation sociale, culturelle, économique et politique des immigrants dans la société d'accueil ; la capacité de mobilité hors des zones de forte concentration affecte la représentation positive ou négative qu'en ont les habitants, particulièrement de deuxième génération ; la forte concentration spatiale d'immigrants associée à celles de désavantages socio-économiques et scolaires est une source de ressentiment et conduit à plus d'incivilité et de tensions que les zones de moindre concentration ; elle engendre, dans le reste de la société, des représentations négatives de des zones de forte concentration susceptibles de s'étendre à l'ensemble des populations issues de l'immigration.

Numéro du projet : 6

Titre :

LIENS ENTRE MOBILITE SOCIALE ET TRAJECTOIRES TRANSNATIONALES CHEZ LES IMMIGRE(E)S DE L'EUROPE DE L'EST ET DE L'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE AYANT UN HAUT NIVEAU DE SCOLARITE. POUR UNE PERSPECTIVE GENREE

Membre(s) :

- Mirjana Morokvasic Directrice de recherche émérite au CNRS
Mail : mirjana.morokvasic@u-paris10.fr
- Sofia Tchouikina, post-doctorante
Mail : sofia.tchouikina@gmail.com
- Christine Catarino, post-doctorante
Mail : eliaskit@aol.com

Institution de rattachement : CNRS

Résumé du projet

L'objectif de la recherche est de comparer la mobilité professionnelle (ascendante ou descendante) de deux populations migrantes contrastées : les immigrés hautement instruits, hommes et femmes, originaires de l'Europe de l'Est (citoyen(ne)s de nouveaux pays membres et des non UE) et de l'Afrique sub-saharienne, et ce, dans une perspective venant compléter et ultérieurement enrichir l'enquête quantitative TeO. La post-enquête qualitative TeO se propose en effet d'explorer les liens transnationaux auxquels les migrant(e)s ont recours et qui influent sur leurs trajectoires professionnelles ainsi que de rendre compte de la dimension relationnelle inhérente à la mobilité sociale et faiblement mesurée/mesurable par les enquêtes quantitatives. Celle-ci prend la forme des relations de pouvoir entre les sexes au sein du couple qui ont un impact sur la mobilité sociale d'Ego ou se concrétise dans la manière dont Ego perçoit sa mobilité en la comparant à celle des autres (membres de la famille, amis, etc.). La post-enquête qualitative TeO se penche encore sur l'insertion professionnelle/risque de déqualification professionnelle variant chez les hommes et les femmes ainsi que sur les stratégies de requalification éventuellement différenciées selon les sexes. Notre équipe est composée de chercheuses confirmées ou plus jeunes, ayant une longue expérience de recherche dans le domaine des migrations internationales et des questions de genre, dotées de compétences complémentaires dans l'analyse des données qualitatives (Morokvasic et Catarino) et quantitatives (Tattolo).

Numéro du projet : 8

Titre :

MARIAGES ARRANGES, MARIAGES FORCES : REFLEXION SUR LA NOTION DE CONSENTEMENT »

Membre(s) :

- Christelle Hamel, CR2 INED
Mail : Christelle.hamel@ined.fr
- Anouk Guiné, maitresse de conférence à l'Université du Havre
Mail : anouk.guine@ined.fr

Institution de rattachement : Unité Migrations internationales et Minorités (MIM) de l'Institut Nationale d'Etudes Démographiques (INED)°

Résumé du projet

A travers le cas des mariages arrangés et forcés en France aujourd'hui, ce projet se propose d'examiner l'ensemble des processus qui conduisent à des situations où le consentement des personnes à leur mariage et au choix de leur conjoint est ignoré.

Ce travail est centré sur la notion de consentement dans le cadre d'une sociologie de la formation des couples et des violences sexistes analysées dans une perspective de genre, ainsi que dans le cadre des théories sur le multiculturalisme et la citoyenneté.

L'enquête qualitative sera menée auprès de personnes confrontées à ces types de mise en couple lors de leur premier mariage : femme et homme inclus, divorcé ou encore en union, immigré ou descendant d'immigré. Il s'agit de comprendre quelles sont les frontières, avant, pendant et éventuellement après le mariage, entre la recherche individuelle d'autonomie, l'aspiration à la conformité, le fait de céder à des pressions et le non-consentement. Il s'agit également d'étudier comment la volonté d'individuation pouvant mener au refus du mariage arrangé et aux divers types de résistance au mariage forcé, s'articule dans le contexte post-migratoire aux modalités d'appartenance au groupe d'origine.

A partir des entretiens, les points suivants seront examinés : normes régissant la mise en couple, rapports entre générations, rapports de genre, rapports interculturels et inégalités socio-économiques. L'enquête identifiera les caractéristiques sociologiques des personnes confrontées à ces situations (niveau de qualification, environnement familial) et explorera aussi les trajectoires de ces personnes depuis leur mariage. Elle s'intéressera encore aux stratégies mises en œuvre pour rompre ces unions non-consenties.

Numéro du projet : 9

Titre :

OBJECTIVATION DES DISCRIMINATIONS PERÇUES : COMMENT MESURER LE VECU DISCRIMINATOIRE ?

Membre(s) :

- Maud Lesné, doctorante sous la direction de Patrick Simon et Margaret Maruani
Mail : maud.lesne@ined.fr

Institution de rattachement : Unité Migrations internationales et Minorités (MIM) de l'Institut Nationale d'Etudes Démographiques (INED)^o

Résumé du projet

L'étude des discriminations raciales perçues soulève de délicats problèmes d'identification et de mesure. Comment cerner la fréquence de ces discriminations et les formes multiples et complexes qu'elles recouvrent sous un angle statistique ?

La thématique des discriminations restant difficile à traiter dans les sciences sociales quantitatives, l'objectif de ce projet est d'analyser les discriminations révélées par les enquêtés et plus précisément d'éclairer les mécanismes à l'œuvre dans les déclarations des discriminations fondées sur les origines des personnes.

La méthode déclarative repose sur le ressenti des individus, avec toutes les ambiguïtés que cela comporte du fait de la subjectivité inhérente à la perception. Quels sont les facteurs qui font varier la sensibilité des individus face à un traitement inégalitaire, et avec elle la qualification d'un fait, d'une situation ou d'un comportement comme étant discriminant ?

Ce projet portera une attention particulière à l'intersection, c'est-à-dire la simultanéité, des discriminations raciales et sexistes. Dans une population susceptible d'être discriminée du fait de ses origines, comment les discriminations sexistes interfèrent-elles avec les déclarations de discriminations raciales ?

Les entretiens, réalisés auprès d'individus susceptibles d'être discriminés du fait de leurs origines, viseront à évaluer ce qui échappe au questionnement fermé. Il s'agira notamment d'approfondir ce que les individus considèrent comme un fait discriminatoire. Nous reviendrons sur les déclarations des individus pour les inviter à évoquer ces faits de façon datée et située dans leurs trajectoires et à en préciser les circonstances. Ces éléments serviront de base à l'élaboration d'une méthode s'inspirant des principes mis au point pour la mesure des violences faites aux femmes¹ afin d'améliorer la mesure statistique des vécus discriminatoires en réduisant les biais propres au déclaratif.

¹ L'enquête Nationale sur les Violences Envers les Femmes (ENVEFF) a reçu le label du CNIS et fût intégrée aux programmes statistiques des services publics publiés par le Cnis pour l'année 2000 (JO du 23 janvier 2000) Maryse Jaspard, Elizabeth Brown, Stéphanie Condon ...[et al.] , Les violences envers les femmes en France : une enquête nationale, La Documentation française, 2003.

Numéro du projet :10

Titre :

DISCRIMINATION ETHNO-RACIALE A L'ECOLE : QU'Y A-T-IL DERRIERE LE SENTIMENT EXPRIME DANS TEO ?

Membre(s) :

- Françoise Lorcerie, directrice de recherches au CNRS
Mail : lorcerie@mmssh.univ-aix.fr

Institution de rattachement : Maison méditerranéenne des sciences de l'homme (MMSH)

Résumé du projet

Le questionnaire donne aux répondants la possibilité d'exprimer le sentiment d'avoir été mieux ou moins bien traités que les autres à l'école sur une base ethno-raciale. C'est un aspect crucial de l'expérience subjective de la catégorisation ethno-raciale à l'école. Il correspond à ce qu'on peut nommer un sentiment de discrimination (positive ou négative). A ce jour, plusieurs enquêtes françaises permettent de faire l'hypothèse qu'un sentiment de discrimination négative est significativement répandu parmi les enfants d'immigrés d'origine extra-européenne (on ne sait rien de l'expérience des originaires des DOM). Certaines enquêtes qualitatives suggèrent que ce sentiment peut aller de pair avec des choix d'identification affirmés ultérieurement. Néanmoins la question est très mal documentée, ce qui contraste avec sa fréquence aujourd'hui dans l'espace public. Ni les déterminants du sentiment de discrimination ethno-raciale, ni les faits scolaires et non-scolaires associés (simultanés ou postérieurs) n'ont été systématiquement étudiés. La littérature disponible indique peu de choses sur les faits critiques qui nourrissent le sentiment de subir la catégorisation ethno-raciale à l'école. Les données quantitatives disponibles sur les résultats scolaires ne permettent pas d'en savoir plus : elles n'identifient pas de sous-réussite spécifique. On a en début de second cycle du secondaire, toutes choses égales par ailleurs, une distribution différente mais pas plus défavorable, dans les voies d'orientation. Une post-enquête qualitative devrait permettre de recueillir les rationalisations entourant l'expression du *sentiment* de discrimination ethno-raciale à l'école, et par là d'en décrire les modalités et d'en questionner les facteurs. On prendra en compte dans l'analyse bien entendu le fait qu'il s'agisse de rationalisations *ex post*.

Numéro du projet :12

Titre :

CONNAISSANCE PREALABLE DU FRANÇAIS ET ASSIMILATION ECONOMIQUE :
LE CAS DE L'ALGERIE

Membre(s) :

- Amine Bendaoud, doctorant sous la direction de Dominique Meurs
Mail : amine_bendaoud@yahoo.fr

Institution de rattachement : laboratoire EREIA Université d'Artois

Résumé du projet

La France est une des principales destinations des immigrés maghrébins, notamment algériens, depuis les années cinquante. Venant de pays francophones, on peut penser que la connaissance préalable du français a pu être un atout dans leur intégration économique des migrants. Mais le système éducatif a évolué dans ces pays, avec un recul de la pratique du français, ce qui fait que les générations les plus récentes ont pu se heurter à des difficultés supplémentaires dans leur insertion professionnelle par rapport aux générations antérieures en raison d'une moindre maîtrise du français, considéré ici comme une ressource essentielle pour l'intégration.

Cette recherche va se concentrer sur les immigrés d'origine algérienne, car ce pays a été le plus loin dans l'abandon du français et l'arabisation de l'enseignement, de l'école primaire à l'université. Ce tournant a constitué un choc de grande ampleur sur le système éducatif algérien. Une des conséquences en a été un recul dans le maniement de la langue française, surtout chez les diplômés. Toutefois, une région, la Kabylie, a eu un recul du français de bien moindre ampleur, ce qui nous permettra d'avoir une population de comparaison pour notre étude, arrivée en France dans la même conjoncture que les autres algériens mais en différant par leur plus grande pratique du français.

Notre projet s'appuie sur TeO pour la quantification de cet effet. Nous souhaitons faire précéder l'analyse quantitative d'entretiens qualitatifs auprès d'immigrés algériens et kabyles arrivés à l'âge adulte en France afin d'évaluer la qualité des réponses aux questions centrales pour notre projet et d'aider à la formulation d'hypothèses testables sur le rôle de la connaissance du français dans l'entrée sur le marché du travail français et le déroulement de la carrière.

Numéro du projet : 13

Titre :

LES REUSSITES SCOLAIRES EXCEPTIONNELLES

Membre(s) :

- Laure Moguerou, maitresse de conférence à Paris X Nanterre
Mail : laure.moguerou@ined.fr

Institution de rattachement : Unité Migrations internationales et Minorités (MIM) de l'Institut Nationale d'Etudes Démographiques (INED)^o

Résumé du projet :

La singularité des parcours scolaires des descendant-e-s d'immigré-e-s ne fait pas l'objet d'une analyse consensuelle. Certains concluent à un avantage relatif des enfants de parents immigrés sur les enfants français, à milieu social équivalent (Vallet et Caillé, 1996), avantage qui s'expliquerait par les fortes aspirations scolaires des familles immigrées (Brinbaum et Kieffer, 2005). D'autres insistent sur le maintien de processus d'exclusion et de relégation des filières les plus rentables (Payet, 2003). Concernant la scolarité des filles, il semble impossible d'affirmer des « vérités générales » (Lorcerie, 1999). Pourtant, un discours sur les jeunes filles, essentiellement d'origine maghrébine, plus instruites que leurs frères, et symboles de réussite des « politiques d'intégration » s'est largement diffusé (Gaspard, 1996 ; Guenif-Souilamas, 2000). Gageons que la partie quantitative de l'enquête TeO permettra de faire le point sur ces parcours et de dégager des « régularités sociales ».

Cependant, il s'agit moins ici de reconstruire le phénomène social « majoritaire » que de centrer l'analyse sur les réussites exceptionnelles des descendant-e-s d'immigré-e-s, postulant – à l'instar d'autres – que *« les minorités statistiques les plus improbables recèlent sous une forme concentrée des trésors de propriétés sociales qui informent davantage sur la structure du système, la logique de son fonctionnement, les lois de ses transformations et les possibilités de les contourner que la hiérarchie bien ordonnée des grands nombres »* (Baudelot in Ferrand, Imbert et Marry, 1999 : 7).

Pour comprendre ces trajectoires atypiques, nous nous intéresserons aux histoires des familles, aux trajectoires professionnelles et sociales de chaque lignée (père et mère, fratrie), et à leurs évolutions dans le temps. Nous prendrons en considération la place de l'école dans les projets de mobilité sociale et de socialisation, et dans l'histoire du groupe familial. Les « trajectoires » croisées des parents et des enfants seront au cœur de l'analyse. Mais surtout, nous explorerons finement les investissements et les attentes que les parents (pères et mères) formulent à l'égard des jeunes, en distinguant les spécificités de ces mobilisations pour chacun des deux sexes. Seront également questionnés l'impact de la mobilisation personnelle de ces jeunes et les ressorts de ces mobilisations. Enfin, l'effet propre du système scolaire serait interrogé au même titre que les effets de la stigmatisation et/ou de l'assignation à la figure de la « réussite de la politique d'intégration » sur la construction des trajectoires scolaires.

Numéro du projet : 14

Titre :

RACISME ET DISCRIMINATIONS ETHNIQUES VERSUS RESSOURCES ET STRATEGIES

Membre(s) :

- Aude Rabaud, maîtresse de Conférences à l'Université Paris Diderot Paris 7
Mail : aude.rabaud@univ-paris-diderot.fr
- Christian Poiret, maître de Conférences à l'Université Paris Diderot Paris 7 HDR en sociologie
Mail : poiret@univ-paris-diderot.fr
- Marguerite Cognet , enseignante-chercheure - Maîtresse de Conférences à l'Université Paris Diderot Paris 7
Mail : marguerite.cognet@univ-paris-diderot.fr
- Altair Despres , allocataire monitrice
Mail : altair_despres@yahoo.fr
- Mireille Ebehard ,post-Doctorante
Mail : mireille.eberhard@free.fr

Institution de rattachement : Unité de Recherche Migrations et Sociétés (URMIS)
Université Paris Diderot Paris 7

Résumé du projet

Ce projet se fixe deux objectifs principaux :

- Le premier est d'ordre méthodologique et pose le problème de la qualité de l'enregistrement des discriminations ethniques et du racisme. Il s'agit de tester la capacité du questionnaire TeO à fonctionner efficacement comme une enquête de victimisation et à appréhender les expériences discriminatoires en prenant pour hypothèse que les victimes ont, le plus souvent, intériorisé ce type de situations au point de les considérer comme normales ou naturelles. Etant donné le caractère historiquement et socialement relatif de la perception des discriminations, nous insisterons sur des domaines moins étudiés et donc moins popularisés sous cet angle (santé, école, accès au crédit...).

- Le deuxième objectif renvoie à une appréhension des discriminés qui ne les enferme pas dans un rôle de victimes passives en s'interrogeant sur ce que font les acteurs confrontés à ces processus : comment ils les interprètent, comment ils s'y adaptent et comment ils y résistent. En les considérant comme des acteurs sociaux à part entière, il s'agira d'identifier les principales ressources (communautaires, familiales, associatives, religieuses, professionnelles, de voisinage..) et les stratégies mises en œuvre par les individus qui se perçoivent discriminés pour faire face à des processus infériorisants, afin de pouvoir produire des réponses - défensives ou proactives, individuelles ou collectives – socialement pertinentes et, si possible, efficaces.

Numéro du projet : 15

Titre :

MOBILITE SOCIALE ET EMERGENCE D'UNE ELITE PARMIS LES « SECONDES GENERATIONS » : STRATEGIES INDIVIDUELLES, RESSOURCES, RESEAUX

Membre(s) :

- Stéphanie Condon, chargée de recherche à l'INED
Mail : condon@ined.fr
- Emmanuelle Santelli, sociologue, chargée de recherche CNRS, chercheuse associée INED
Mail : emmanuelle.santelli@ish-lyon.cnrs.fr

Institution de rattachement : Unité Migrations internationales et Minorités (MIM) de l'Institut National d'Etudes Démographiques (INED)^o

Résumé du projet

La recherche dans le domaine de l'immigration et des études ethniques en Europe a très largement porté jusqu'à présent sur les bas niveaux d'éducation et de position sur le marché du travail qui prédominent pour les immigrés et leurs enfants. La littérature n'a que très peu abordé le rôle spécifique des élites issues de l'immigration. Fort de ce constat, une équipe de chercheurs européens a répondu à un appel d'offre Norface (janvier 09) en vue d'étudier le processus de formation des élites en milieu urbain, et d'identifier ainsi les premières élites reconnues issues de la seconde génération dans ces cinq pays européens.

Outre l'exploitation quantitative de l'enquête TeO, la réalisation d'une enquête qualitative, par l'équipe française, permettrait d'enquêter auprès des personnes concernées : les descendants d'immigrés algériens, marocains ou tunisiens qui sont en position de faire partie de l'élite, en raison de leur niveau de diplôme. A partir de ces entretiens, nous aurons ainsi la possibilité de saisir la manière dont se sont élaborés leurs parcours jusqu'au jour de l'enquête, en articulant les dimensions personnelle, familiale et sociale. Ces entretiens porteraient aussi sur leurs stratégies, les ressources mobilisées et les réseaux qui ont contribué à leur permettre d'atteindre une position d'élite. Nous chercherons également à saisir leur point de vue sur les politiques d'intégration et les « arrangements institutionnels » qui permettent, promeuvent ou entravent la formation d'une élite au sein de la seconde génération, dans le contexte français.

Numéro du projet :16

Titre :

INTERSECTIONALITE DES RAPPORTS SOCIAUX EN FONCTION DE L'ETHNIE, DU SEXE, DE LA « RACE » ET DE LA CLASSE : LA DEUXIEME GENERATION POST-COLONIALE EN FRANCE ET L'EMPLOI PRECAIRE

Membre(s) :

- Esther Roothman, doctorante sous la direction de Linda Mc Dowell
Mail : esther.rootham@ouce.ox.ac.uk

Institution de rattachement : Université d'Oxford

Résumé du projet

L'étude que je me propose d'entreprendre sera axée sur les identités complexes d'adultes « post-coloniaux » et leur première expérience du marché du travail fragmenté et précaire en France. Y seront analysées, sous l'angle géographique, les voies par lesquelles des identités particulières (ethnicité, sexe, race, classe, religion, sexualité, etc.) se voient donner un sens dans les discours dominants et dans les rapports de forces avec d'autres, dans le contexte de lieux déterminés- foyer, travail, école, voisinage, sur l'internet- et à l'échelle du corps. On y explorera l'expérience transversale complexe qu'ont de leur identité de jeunes adultes âgés de 25 à 35 ans, nés en France, de parents originaires de l'Asie du Sud-est et de l'Afrique du Nord, ainsi que des jeunes gens dont les parents sont français depuis plusieurs générations. Des entrevues semi structurées –deux au minimum- seront conduites auprès de quarante-huit jeunes adultes afin de recueillir leur témoignage sur leur vécu et de faire la lumière sur les rapports sociaux complexes qui donnent un sens à l'ethnicité, au sexe, et à la classe en tant que facteurs d'inégalité. Une attention particulière sera accordée à la manière dont les participants perçoivent les voies multiples par lesquelles la discrimination entre dans leur vie, à la conception qu'ils ont d'une société juste et des moyens d'un changement social qu'ils jugent utiles et efficaces. Les participants seront associés d'une manière participative à l'analyse des résultats et seront invités en même temps à discuter des principales conclusions qui seront tirées des entrevues dans les différents groupes thématiques ciblés. Dans cette étude, on tentera de contribuer à l'étude en cours de la discrimination et à l'examen des solutions appropriées.

Numéro du projet :17

Titre :

DECLARATION DE NATIONALITE, REPRESENTATIONS POST-COLONIALES ET SENTIMENT D'APPARTENANCE

Membre(s) :

- Angeline Escafré-Dublet , post-doctorante à l'INED
Mail : angeline.escafre-dublet@ined.fr
- Patrick Simon Directeur de recherches à l'INED
Mail : simon@ined.fr

Institution de rattachement : Unité Migrations internationales et Minorités (MIM) de l'Institut Nationale d'Etudes Démographiques (INED)°

Résumé du projet

La nationalité est collectée dans la plupart des appareils d'observation statistique, à commencer par le recensement et la quasi totalité des formulaires administratifs. Relevant d'un statut juridique codifié au fil des XIXe et XXe siècle, la nationalité est conçue comme un statut univoque dont des papiers officiels attestent de la réalité. La possession de la nationalité française ouvre à des droits spécifiques réservés aux nationaux, du fait de la coïncidence entre nationalité et citoyenneté. Réciproquement, des accords internationaux définissent les droits spécifiques qui peuvent s'appliquer à des ressortissants d'autres nations, dont les prérogatives continuent à s'appliquer en terre d'émigration.

Les dimensions matérielles du statut conféré par la nationalité sont articulées à une dimension affective et symbolique, un sentiment d'appartenance que l'on pourrait qualifier « d'identité nationale », voire d'identification nationale pour en souligner le caractère actif. Sujet complexe et extensivement étudié dans la littérature en sciences sociales, la question de l'appartenance nationale sera reprise dans ce projet à partir d'un angle plus méthodologique et en apparence plus étroit. Nous proposons en effet de travailler sur les réponses apportées par les enquêtés aux questions sur leur nationalité, leur pays de naissance et celle de leurs parents, de les rapporter à leur parcours personnel et de mener des entretiens sur le sens qu'ils confèrent à leur(s) nationalité(s) et le rapport qu'ils entretiennent avec celle(s) de leurs parents. Sur le plan méthodologique, nous voulons étudier comment les descendants d'immigrés venant de pays anciennement colonisés (relevant de différents statuts coloniaux et partant soumis à des règles d'attribution de la nationalité différentes : département, « communes », protectorat, comptoirs, ...) répondent aux questions sur la nationalité actuelle ou antérieure de leurs parents. Il a été identifié qu'une forte incertitude pèse sur la déclaration de la nationalité « à la naissance » des parents originaires de pays anciennement colonisés, entraînant un classement de descendants d'immigrés ex-sujets coloniaux en descendants de Français de naissance. L'enquête TeO a essayé de limiter les biais de déclaration en ajoutant une question sur la nationalité après l'indépendance des pays concernés : une évaluation de la qualité de cette solution s'impose. Enfin, nous souhaitons analyser les déterminants des déclarations de la nationalité des parents, si celle-ci est aléatoire ou suit des logiques d'appartenance, de revendication vis-à-vis de la période coloniale ou d'affirmation de la citoyenneté en France.

Numéro du projet :18

Titre :

LE VECU DE LA DISCRIMINATION PAR LES HOMMES ET LES FEMMES
DESCENDANTS D'IMMIGRES DU MAGHREB SUR LE MARCHE DU TRAVAIL

Membre(s) :

- Elsa Steichen , doctorante sous la direction de Patrick Simon
Mail : elsa.steichen@ined.fr

Institution de rattachement : Unité Migrations internationales et Minorités (MIM) de
l'Institut Nationale d'Etudes Démographiques (INED)°

Résumé du projet

Différentes études quantitatives ont mis en évidence l'existence de discriminations qui pénalisent le parcours professionnel des descendants d'immigrés postcoloniaux. Toutefois, peu d'études se sont penchées sur la manière dont sont vécues ces discriminations par les personnes concernées. Notre recherche se concentre sur les débuts dans la vie active des descendants d'immigrés originaires du Maghreb. Cette période d'entrée sur le marché du travail, qui est un moment clé dans le parcours professionnel, peut être marquée par une confrontation forte aux discriminations du fait des multiples expériences de recherche d'emploi qui la caractérisent.

Nous souhaitons interroger l'hypothèse d'un vécu différencié de la discrimination par les hommes et les femmes de la seconde génération issue de l'immigration maghrébine et souhaitons comprendre d'où vient cette différence et dans quelle mesure cela peut avoir des conséquences distinctes sur leurs trajectoires professionnelles. Pour cela, nous souhaitons recueillir le point de vue des enquêtés sur différents temps de leur vie. Nous nous baserons sur un récit biographique de leur parcours professionnel depuis leur sortie du système scolaire afin de recueillir leur expérience (ou non-expérience) des discriminations. A ce niveau, un intérêt particulier sera porté à la manière dont ils ont perçu, interprété et réagi aux traitements discriminatoires. Parallèlement à cette biographie professionnelle, nous les interrogerons sur leur histoire familiale et leur perception de l'image que la société se fait d'eux. Nous pensons en effet que ces éléments permettront de comprendre le vécu différencié de la discrimination par les hommes et les femmes.

Numéro du projet :19

Titre :

INTEGRATION ET IDENTITE DES ENFANTS DE COUPLES MIXTES EN EUROPE :UNE ETUDE COMPARATIVE

Membre(s) :

- Anne Unterreiner, doctorante sous la direction de Serge Paugam
Mail : unterreiner_anne@yahoo.fr

Institution de rattachement : Centre Maurice Halbwachs

Résumé du projet

L'objet de cette recherche est de voir en quoi les conceptions de la Nation en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne influent sur la définition de la mixité et de l'altérité dans un contexte de construction européenne. L'enquête « *Trajectoires et Origines* » est l'unique enquête en France me permettant d'étudier de manière quantitative et qualitative les enfants mixtes, définis selon le pays de naissance et la nationalité à la naissance des parents. L'articulation entre quantitatif et qualitatif permettra d'avoir une vision la plus juste possible de l'intégration et de l'identité des enfants mixtes. En effet, l'apport macrosociologique d'une enquête quantitative relative à l'identité et à l'intégration des populations étudiées pourra être éclairé par l'analyse approfondie des liens sociaux et des discours identitaires recueillis par le biais d'entretiens semi-directifs. L'enquête qualitative menée a pour but d'approfondir des questions relatives à l'identité définie selon l'approche interactionniste. Sont ainsi abordés en entretiens des sujets tels que les langues, les nationalités et les religions transmises par les parents, mais aussi et surtout le rapport qu'a l'enquêté à cette transmission. Une grande partie de l'entretien est consacrée à la définition identitaire de l'enquêté, c'est-à-dire à la manière dont il se définit, dont les autres le définissent, et ce qu'il perçoit de cette définition d'Autrui. En effet, afin de pouvoir délimiter la frontière entre les « *Normaux* » et les marginaux, il est nécessaire de voir si les enquêtés se sentent discriminés ou pas, et si leur mixité est perçue comme déviante ce qui aurait des conséquences sur leur identité.

Numéro du projet :20

Titre :

LE DEVENIR DES « RAPATRIÉS D'ALGERIE » ET DE LEURS DESCENDANTS EN METROPOLE

Membre(s) :

- Marie-Paule Couto, doctorante sous la direction de Serge Paugam
Mail : marie-paule.couto@ensae.fr

Institution de rattachement : INSEE

Résumé du projet

L'objectif de la présente recherche est de cerner le *mode d'incorporation* des « Rapatriés d'Algérie » et de leurs descendants à la société française. Cette étude vise à décrire le devenir en métropole d'une population qui a connu l'expérience singulière de la décolonisation.

Si les historiens et les géographes s'accordent à dire que les « rapatriés » ont connu une insertion économique rapide, leurs travaux ne traitent généralement pas de l'intégration des « Européens d'Algérie » après 1968 et dans une moindre mesure encore de la situation de leurs enfants. L'intérêt de ce travail est alors de déterminer ce qu'il est advenu de ces individus au-delà des Trente Glorieuses.

Pour ce faire, l'Echantillon Démographique Permanent va être exploité. Ce fichier permet d'effectuer une analyse longitudinale sur un échantillon représentatif de la population dont la taille se prête à des études fines sur des groupes minoritaires, ce qui est notre objet. En revanche, les variables de l'EDP, essentiellement sociodémographiques, ne permettent pas d'identifier l'ensemble des dimensions du processus d'intégration, notamment les sentiments identitaires et d'appartenance.

C'est pourquoi, dans la continuité du mémoire de master, nous souhaitons mener des entretiens avec des descendants de « Français d'Algérie » dont les parents ont pris la nationalité du pays devenu indépendant et d'autres dont les parents sont restés français.

Dans cette perspective, nous allons voir ici que la post-enquête qualitative associée à l'enquête Trajectoires et Origines constitue un atout non négligeable. Elle peut permettre de répondre à la problématique qui nous intéresse tout en menant une réflexion méthodologique sur le statut des « rapatriés » et de leurs enfants au sein d'une enquête par questionnaire.

En interrogeant les individus sur ce qu'ils savent de l'histoire coloniale et sur la façon dont en conséquence ils se définissent, cette recherche peut permettre de déterminer si lors d'une enquête quantitative il est important de différencier les enfants de « pieds-noirs » du reste de la population, en particulier des « Harkis », et de quelle façon y parvenir.

Numéro du projet :21**Titre :**

LES POPULATIONS ISSUES DE L'IMMIGRATION EN FRANCE : CAPITAL SOCIAL, TRANSNATIONALISME ET GLOBALISATION

Membre(s) :

- Mirna Safi, chargée de recherche à Sciences Po
Mail : mirna.safi@sciences-po.fr
- Hugues Lagrange, directeur de recherche à Sciences Po
Mail : hugues.lagrange@sciences-po.fr

Institution de rattachement :Sciences Po

Résumé du projet

Dans un monde globalisé ou le contact à distance est de plus en plus fréquent et accessible à tous, l'immigration peut difficilement être synonyme de « déracinement » ou d'« acculturation ». La littérature sur les pratiques transnationales des migrants met en évidence le maintien, pour certains groupes immigrés, de liens forts avec le pays et la communauté d'origine, ces liens se traduisant parfois par une capacité à mobiliser des ressources matérielles concrètes. Ce projet de recherche cherche à approfondir ces thématiques, rapidement évoquées dans l'enquête TeO, en réalisant quelques entretiens portant sur les liens que les immigrés entretiennent avec leur pays d'origine, leurs pratiques transnationales notamment en terme de transfert et de placement d'argent, leur degré d'information voire d'implication s'agissant des conflits politiques et idéologiques qui caractérisent leurs sociétés d'origine, etc. Deux principaux volets de la littérature sur le transnationalisme occuperont le cœur des entretiens : organisation du « lien communautaire », diaspora et capital social d'une part, globalisation, rapport aux médias internationaux ainsi qu'aux grands conflits dans le monde d'autre part. Les populations cibles seraient celles originaires d'Afrique subsaharienne, du Maghreb ou de la Turquie. Les pratiques transnationales de ces populations sont en effet très peu connues en France ; il n'y a en effet quasiment pas de travaux quantitatifs sur ce sujet. Soulignons tout de même que notre travail pourra s'appuyer sur les travaux qualitatifs de Jean Schmitz et Ismaël Moya notamment concernant les Sahéliens en France. Notre approche sera toutefois différente : le but de ce terrain est d'analyser l'articulation entre les pratiques transnationales des migrants et leur processus d'intégration dans la société d'accueil. Il sera mené par Mirna Safi et Hugues Lagrange et réalisé notamment avec l'aide d'un petit groupe d'étudiants en master à Sciences-Po.